

BE-A0521\_720978\_806814\_FRE

Inventaire des archives de la commune  
d'Auby-sur-Semois. Dépôt 2012, 1795-1977



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Historique.....	7
Compétences et activités.....	8
Organisation.....	8
Archives.....	9
Historique.....	9
Acquisition.....	10
Contenu et structure.....	11
Contenu.....	11
Le Conseil communal et le Collège des bourgmestre et échevins.....	11
Finances, patrimoine et fiscalité.....	11
Patrimoine.....	12
État civil.....	12
Population.....	12
Élections.....	13
Affaires militaires.....	13
Travaux publics.....	13
Enseignement.....	14
Bienfaisance ou assistance publique.....	14
Culte.....	14
Langues et écriture des documents.....	15
Sélections et éliminations.....	15
Accroissements / compléments.....	15
Mode de classement.....	15
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	17
I. Généralités.....	17
A. Conseil communal.....	17
1 - 4 Registres aux délibérations. 1917-1956, 1960-1976.....	17
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	17
7 - 8 Registres aux délibérations. 1957-1976.....	17
C. Correspondance générale.....	17
D. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	17
II. Organisation et personnel.....	19
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	19
1. Création, dénomination, suppression ou fusion.....	19
2. Territoire.....	19
3. Coopération intercommunale.....	19
15 - 17 Cartes de coopérateur. 1961-1962.....	19
B. Organisation et membres des organes politiques.....	19
1. Conseil communal.....	19
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	20
C. Personnel des services.....	20
1. Statut du personnel, traitement et autres règlements.....	20

2. Dossiers du personnel.....	20
III. Patrimoine.....	21
IV. Finances et fiscalité.....	23
A. Comptabilité du secrétariat.....	23
1. Budgets et annexes.....	23
39 - 40 Budgets annuels. 1945-1947, 1972-1973, 1975-1976.....	23
2. Registres de comptabilité.....	23
43 - 45 Grands-livres des recettes et dépenses. 1949 - [2de moitié XXe siècle].....	23
3. Documents concernant les subventions des autorités supérieures.....	23
B. Comptabilité du receveur.....	23
1. Registres de comptabilité du receveur.....	23
49 - 51 Dossiers relatifs aux situations mensuelles ordinaires et extraordinaires de la caisse communale. 1947-1949.....	24
52 - 58 Grands-livres des recettes et dépenses. 1948-1949, 1972-1976.....	24
2. Comptes et pièces justificatives du receveur.....	24
60 - 62 Comptes annuels. 1941, 1944, 1964, 1967, 1969-1976.....	25
63 - 267 Pièces justificatives aux comptes. 1900-1976.....	25
3. Emprunts.....	30
C. Impositions et taxes.....	30
D. Administration du cadastre.....	30
117 - 118 Matrice cadastrale ou liste des propriétaires avec relevés de leurs propriétés foncières non bâties et bâties (modèle 212). [XIXe siècle - XXe siècle].....	30
V. État civil.....	32
A. Cimetières et funérailles.....	32
122 - 123 Dossiers relatifs à des demandes d'inhumation, d'exhumation et de transport. 1930.....	32
B. Autres documents concernant l'état civil.....	32
VI. Population.....	33
A. Généralités.....	33
B. Registres et mouvement de la population.....	33
128 - 134 Registres de la population. 1900-1980.....	33
135 - 137 Index des registres de la population. 1900-1930.....	33
C. Recensements et autres états de la population.....	34
D. Cartes d'identité et passeports.....	34
142 - 143 Registres d'inscription des cartes d'identité. 1919-1976.....	34
VII. Affaires électorales.....	35
A. Listes électorales et listes dérivées.....	35
144 - 147 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1932-1933, 1937-1938, 1946-1952, 1958-1960.....	35
B. Révision des listes électorales.....	35
149 - 151 Dossiers relatifs aux révisions électorales. 1953, 1955, 1959.....	35
C. Dossiers des élections.....	35
VIII. Affaires militaires et guerres.....	36
A. Service militaire.....	36
154 - 160 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1919, 1924-1976.....	36
IX. Ordre et sécurité publics.....	37
A. Service de police.....	37
1. Personnel.....	37
2. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	37

3. Missions de police judiciaire.....	37
X. Santé publique.....	38
A. Exécution des tâches communales.....	38
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	38
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	38
3. Analyse de l'eau potable.....	38
4. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	38
B. Collaboration avec les organismes et services non communaux et intercommunaux.....	38
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	39
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	39
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	39
2. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	39
3. Fontaine.....	39
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais, etc.).....	39
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	40
D. Travaux concernant les services d'utilité publique.....	40
1. Distribution d'électricité.....	40
2. Éclairage public.....	41
E. Aménagement du territoire.....	41
1. Permis de bâtir.....	41
189 - 191 Dossiers de permis de bâtir. 1969, 1972-1976.....	41
2. Permis de lotir.....	41
3. Infractions.....	41
F. Protection des monuments et sites.....	42
XII. Enseignement.....	43
A. Finances.....	43
B. Obligation scolaire.....	43
C. Activités scolaires spéciales.....	43
XIII. Économie.....	44
XIV. Affaires sociales.....	45
XV. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	46
A. Bureau de bienfaisance.....	46
B. Commission d'assistance publique (CAP).....	46
1. Généralités.....	46
2. Personnel.....	46
3. Finances.....	46
209 - 210 Budgets annuels. 1961-1975.....	46
211 - 213 Comptes annuels. 1951, 1959-1975.....	47
214 - 220 Grands-livres des recettes et dépenses. 1967, 1970-1975.....	47
4. Exécution des tâches.....	47
XVI. Fabrique d'église.....	49
225 - 228 Budgets annuels. 1903-1923, 1951-1953, 1955-1956.....	49
229 - 236 Comptes annuels. 1899-1913, 1917-1922, 1924-1936, 1949, 1950- 1954, 1960.....	49
XVII. Documents sans lien apparent avec le fonds.....	50

## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Auby-sur-Semois. Dépôt 2012

Période:

1795 - 1977

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.1944

Etendue:

- Etendue inventoriée: 5.55 m
- Dernière cote d'inventaire: 269.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Auby-sur-Semois, 1899 - 1976

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restrictions légales sont librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du Collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail [www.arch.be](http://www.arch.be).

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur. Dans le cas particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

---

Histoire du producteur et des archives

## PRODUCTEUR D'ARCHIVES

### HISTORIQUE

La commune d'Auby-sur-Semois est une commune belge, située en province de Luxembourg, qui a existé de 1899 à 1976.

Avant la loi du 30 juillet 1899 portant érection de la commune, Auby constitue une section de la commune de Cugnon <sup>1</sup>. L'article 1er de cette loi dispose que " les sections de La Géripont et d'Auby sont séparées de la commune de Cugnon et érigées en commune distincte sous le nom d'Auby ". Ce démembrement de la commune de Cugnon est justifié par la grande distance qui sépare ces sections du centre de la commune. Il est rendu possible grâce à l'existence d'églises, de presbytères et de fontaines dans les trois sections d'Auby, Cugnon et Morteihan. Auby possède un bâtiment d'école, tandis qu'une autre école est commune aux villages de Cugnon et de Morteihan. En outre, la délimitation proposée de la nouvelle commune correspond à la circonscription d'une paroisse distincte <sup>2</sup>.

La population d'Auby-sur-Semois a constamment diminué durant le XXe siècle. La commune compte en effet 368 habitants en 1900, 360 en 1910, 368 en 1920, 357 en 1930, 313 en 1947, 268 en 1961 et 232 en 1976. Auby-sur-Semois relève du canton de justice de paix de Paliseul. Ce canton dépend des arrondissements judiciaire et administratif de Neufchâteau <sup>3</sup>.

Au XXe siècle, la principale activité économique d'Auby-sur-Semois repose sur l'exploitation agricole, occupant la moitié de la population active de la commune <sup>4</sup>.

Par arrêté du Régent du 10 février 1948, la commune est autorisée à joindre à son nom les mots " sur Semois " <sup>5</sup>. Cet ajout vise à mettre fin à des erreurs et confusions avec certaines communes à la dénomination proche.

Le 1er janvier 1977, la commune d'Auby-sur-Semois est fusionnée avec les communes de Bertrix, Cugnon, Jéhonville et Orgeo pour former l'actuelle commune de Bertrix.

La fusion forme une entité de 7.067 habitants pour 13.732 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " La commune de Bertrix, centre de cette entité, a une superficie importante. L'adjonction des communes limitrophes polarisées par ce centre favorisera grandement son expansion. Ce regroupement s'appuie sur une structure routière qui met chaque village en communication directe avec le centre qui

---

1 Loi du 30 juillet 1899 portant érection de la commune d'Auby, dans *Moniteur belge*, 26 août 1899 ; Chambre des représentants, Documents parlementaires, session 1898-1899, n° 11.

2 *Idem*.

3 VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, 3 volumes.

4 HASQUIN, H. *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 1, Bruxelles, 1980, p. 86-87.

5 *Moniteur belge*, 15 février 1948.

---

rassemble les principaux services. Un projet d'aéroport pour le fret international existe à Jehonville. Il importe donc que l'ensemble de cette commune soit rattachée à un centre dynamique, important " <sup>6</sup>.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004. Les articles 49, 50 et 51 du décret français du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités confient aux communes des tâches propres au pouvoir communal et délèguent vers les communes des tâches qui relèvent de l'administration générale de l'État.

Les tâches propres au pouvoir communal sont notamment de gérer les biens et revenus communaux, d'acquitter les dépenses locales qui sont à charge de la commune, de diriger les travaux publics qui relèvent de la commune, d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus par elle ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des habitants, de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Les fonctions propres à l'administration générale de l'État qui peuvent faire l'objet d'une délégation sont la perception des taxes et leur transfert à l'État, la direction des travaux publics d'utilité plus large, l'administration des établissements publics destinés à l'utilité générale, la surveillance des propriétés publiques, l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstruction des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux. Ces fonctions s'exercent sous le contrôle des autorités supérieures.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général.

## ORGANISATION

Le 9 vendémiaire an IV (1er octobre 1795), les Pays-Bas autrichiens, les principautés de Liège et de Stavelot sont annexées par la France. Le duché de Bouillon l'est à son tour le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795). La législation française y est progressivement appliquée : le territoire est découpé en départements et en communes.

En exécution de la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), les communes de moins de 5.000 habitants sont alors administrées par des "

---

<sup>6</sup> Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.



municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, chaque commune dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. Les agents municipaux se réunissent au chef-lieu du canton et constituent la municipalité de canton. Les communes de plus de 5.000 habitants ont leur administration propre.

La loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), donne son autonomie à chaque commune. Dans les années qui suivent, les communes jugées trop petites ou trop peu peuplées sont réunies.

Après l'indépendance, l'organisation des communes est établie par la loi communale du 30 mars 1836. Elle sera codifiée sous le nom de nouvelle loi communale (NLC) en 1988. Les principales instances ou fonctionnaires communaux sont alors le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins, le secrétaire communal, le receveur communal ou encore le garde champêtre.

L'organisation des communes a été régionalisée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés. La Région wallonne a codifié toute la législation communale qui relevait de ses compétences. Ce travail a donné naissance au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) adopté en 2004 par le Parlement wallon. La Communauté germanophone est elle aussi compétente pour l'organisation des communes wallonnes situées sur son territoire tandis que des dispositions particulières sont d'application dans les communes à facilités.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

D'après le dossier central ouvert aux Archives de l'État à Arlon, une visite de surveillance a été réalisée en 2010. Précédemment, les rapports annuels des communes entre les années 1910 et 1930 indiquent que les archives sont " bien conservées " <sup>7</sup>. Le rapport d'inspection réalisé en 2010 nous apprend que les archives de l'ancienne commune d'Auby-sur-Semois étaient conservées dans le grenier de la maison communale sise rue de la Gare 38 à Bertrix. Les conditions climatiques présentes dans ce grenier ne sont pas adaptées à la conservation des archives. Les fenêtres, en simple vitrage, n'apportent aucune protection efficace contre le froid, contre la chaleur et contre les variations de température. La majorité des archives est conservée dans des boîtes de type " La Charte " ou des boîtes de moindre qualité. Faut de conditionnement suffisant, certaines pièces sont conservées dans des caisses en carton, dans des enveloppes, dans des fardes à anneaux métalliques ou sont déposées directement sur des étagères. Les registres ne sont pas conditionnés tandis que les plans sont stockés dans des sacs poubelles ou dans du papier kraft. En 2012, la commune et les Archives de l'État ont signé une convention de

---

7 AÉA, Archives de la Province de Luxembourg. Série 3/00 : Rapports annuels communaux, n° 12.

partenariat pour le tri et le dépôt des archives communales antérieures à la fusion des communes.

#### ACQUISITION

Les archives ont été déposées aux Archives de l'État en 2012 par la commune de Bertrix (accroissement n° 521/2012/029) par l'intermédiaire du projet " Archives locales de Wallonie ".

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune d'Auby-sur-Semois entre 1900 et 1977. Les quelques documents antérieurs à la création de la commune présents dans le fonds ont été produits par la commune de Cugnon ; ils concernent la fiscalité (voir les n° 114 et 116-120). Les documents antérieurs à la Seconde Guerre mondiale sont peu nombreux. Le fonds contient également le registre de la population entamé en 1971 et continué jusqu'en 1980 (voir le n° 134).

Procédons par grandes séries d'archives :

### LE CONSEIL COMMUNAL ET LE COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

Le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal est l'organe exécutif de la commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

### FINANCES, PATRIMOINE ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature. Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle produit aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient dans ce cadre des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans

cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

## PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année.

## ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par le décret du 20 septembre 1792 qui détermine le mode de constater l'état civil des citoyens. Dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts, tenus en double et renouvelés chaque année, les naissances, les mariages et les décès advenus sur le territoire communal. Il tient aussi un registre des publications de mariages. L'officier de l'état civil transmet annuellement un exemplaire au greffe du tribunal de première instance, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. Le double permet de reconstituer les registres de l'état civil en cas de perte, de vol ou de destruction. L'exemplaire communal est conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

## POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales, à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique, à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage (répartition des parts de bois), etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données

socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (nom et prénoms, lieu et date de naissance, état civil, domicile légal, profession, fonction ou position, nationalité, ainsi que des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

Le collège des bourgmestre et échevins et, plus particulièrement, l'officier de l'état civil depuis l'arrêté royal du 30 décembre 1900, sont chargés de faire observer tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à être remplacés par des bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

## ÉLECTIONS

Les listes des électeurs sont dressées au niveau communal. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement sur base des revenus déclarés des habitants, à l'époque censitaire et, plus tard, leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits civils et politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

## AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou auprès du Ministère de la Défense.

## TRAVAUX PUBLICS

La commune prend en charge l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains

projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations.

## ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers dressées annuellement permettent de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

## BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il tend à soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

## CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupant alors une place prépondérante, bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses en tout ou en partie les biens qu'elles possédaient avant la Révolution et à en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse et de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en

---

contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

## LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

La langue principale du fonds est le français.

## SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux tableaux de tri publiés par les Archives de l'État disponibles sur le portail [www.arch.be](http://www.arch.be) / ressources en ligne / tableaux de tri.

## ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos. Toutes les archives antérieures à 1977 ont été déposées à l'exception des documents suivants, encore utiles pour l'administration ou dont les Archives de l'État disposent d'un autre exemplaire : les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil, les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et les atlas des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie <sup>8</sup>.

## MODE DE CLASSEMENT

Le cadre de classement pour les archives communales en usage aux Archives de l'État a été suivi :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, tourisme, sports et divertissements
- XIV. Économie

---

8 <http://geoportail.wallonie.be>.

XV. Affaires sociales

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Sous une sous-rubrique, les unités d'archives ont été classées dans l'ordre chronologique.



---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

#### A. CONSEIL COMMUNAL

- 1 - 4 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1917-1956, 1960-1976.  
7 mai 1917 - 25 novembre 1928. 1 volume
- 5 novembre 1928 - 7 septembre 1956. 1 volume
- 10 mai 1960 - 30 août 1972. 1 volume
- 14 septembre 1972 - 30 décembre 1976. 1 volume
- Registre aux procès-verbaux des séances. 17 décembre 1928 - 16 janvier 1960. 1 volume
- Extraits du registre aux délibérations. 1959-1972. 1 chemise

#### B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 7 - 8 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1957-1976.  
4 janvier 1957 - 12 juin 1972. 1 volume
- 14 juillet 1972 - 30 décembre 1976. 1 volume

#### C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- Correspondance générale. 1909-1976. 1 chemise

#### D. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- Dossier relatif à une plainte de R. H. contre l'administration communale au sujet d'une infiltration d'eau dans son garage provoquant des dégâts à la suite de travaux de rehaussement de

l'assiette de la rue. 1976.

1 chemise

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 12 1. CRÉATION, DÉNOMINATION, SUPPRESSION OU FUSION  
Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1974. 1 chemise
- 13 2. TERRITOIRE  
Plans dressés dans le cadre de la délimitation du territoire communal. [XXe siècle]. 1 liasse
- 14 3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE  
Dossier relatif aux obligations fractionnaires au porteur à la Caisse nationale de Belgique. 1936. 1 chemise
- 15 15 - 17 CARTES DE COOPÉRATEUR. 1961-1962.  
Crédit communal de Belgique. 1961. 1 pièce
- 16 Association intercommunale pour la valorisation de l'eau (AIVE).  
1962. 1 pièce
- 17 Association intercommunale pour l'équipement économique de la  
province de Luxembourg (IDÉLUX). 1962. 1 pièce
- 18 Dossier relatif à la désignation de Nestor Willem, échevin, comme  
membre de droit de l'association du Centre culturel de Bertrix.  
1972-1975. 1 chemise
- ### B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES
- 19 1. CONSEIL COMMUNAL  
Lettre de démission du conseiller Gaspar Maury. 15 mai 1908. 1 pièce
- 20 Dossier relatif aux prestations de serment de conseillers  
communaux et de deux échevins. 1911-1927.

---

1 chemise

## 2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

Consulter le n° 20.

### *C. PERSONNEL DES SERVICES*

#### 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENT ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 21** Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal décidant d'allouer une indemnité à Gérard Nicolas, chargé du recensement de la population et du recensement de 1910. 1912.  
2 pièces
- 22** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant d'allouer à l'instituteur une indemnité horaire dans la fonction de surveillance lors de l'étude du soir à l'école primaire. 1969.  
1 pièce
- 23** Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal décidant du traitement annuel du secrétaire communal, du cantonnier et du garde champêtre. 1970-1971.  
1 chemise
- 24** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et projet de convention avec la Caisse générale d'épargne et de retraite (CGER) lui confiant le calcul des salaires et traitements du personnel communal. 1972-1973.  
2 pièces
- #### 2. DOSSIERS DU PERSONNEL
- 25** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal nommant Jules Hubert aux fonctions d'instituteur communal intérimaire et décidant de sa nomination définitive le jour de la démission de Louis Breny. 1919.  
1 pièce
- 26** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant d'accepter la démission d'Alphonse Haass, secrétaire communal, suite à la lettre du 7 décembre 1929. 1929.  
2 pièces

- 
- III. PATRIMOINE
- 27 Dossier relatif à la vente d'excédents de voirie à des particuliers. 1910-1926. 1 chemise
- 28 Dossier relatif à des ventes de produits forestiers. 1912-1977. 1 liasse
- 29 Dossier relatif à une cession et à un échange de terrains avec les héritiers d'Eugène Didier pour l'établissement d'une distribution d'eau. 1938-1939. 1 chemise
- 30 Dossier relatif à des locations de chasse et de pêche. 1948-1975. 1 chemise
- 31 Plan relatif à un échange de terrains avec André et Couteaux au lieudit " Cocrai ". 1956. 1 pièce
- 32 Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle de terrain au lieudit " Au-Dessus du Goutain Mairé " appartenant à Marie Lahery-Divoy. 1959-1960. 1 chemise
- 33 Plan d'une parcelle de terre inculte communale sise au lieudit " La Plez ", divisée en 42 lots, donnés en location aux habitants pour les exploiter comme terrains agricoles. 1960. 1 pièce
- 34 Procès-verbaux de soumission au régime forestier. 1960-1964. 1 chemise
- 35 Dossier relatif à des acquisitions de terrains pour l'entreprise de travaux de voirie au chemin n° 57. 1961. 1 chemise
- 36 Acte de cession d'une parcelle par Maurice Houchard à la commune. 1962. 1 pièce
- 37 Dossier relatif à la location de parcelles à Marcel Waltregny pour y installer un élevage piscicole. 1973-1975. 1 chemise
- 38 Dossier relatif à un échange de terrains aux lieudits " la Billarde " et " Cocrai " avec les époux Delahaye. 1973-1975.

1 chemise

## IV. FINANCES ET FISCALITÉ

## A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

## 1. BUDGETS ET ANNEXES

39 - 40 BUDGETS ANNUELS. 1945-1947, 1972-1973, 1975-1976.  
1945-1947.

39

1 chemise

40

1972-1973, 1975-1976.

1 liasse

## 2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

41

Registre des mandats. 1943-1944.

1 volume

42

Registre auxiliaire de caisse. 1947-1951.

1 chemise

43 - 45 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1949 - [2DE  
MOITIÉ XXE SIÈCLE].

43

1949.

1 cahier

44

1966.

1 chemise

45

[2de moitié XXe siècle].

1 liasse

3. DOCUMENTS CONCERNANT LES SUBVENTIONS DES AUTORITÉS  
SUPÉRIEURES

46

Dossier relatif au calcul de la superficie de la voirie en vue de la  
répartition du Fonds des communes. 1950-1977.

1 chemise

## B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

## 1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

47

Registre des recettes et dépenses. 1909-1940.

1 volume

---

48	Dossier relatif aux états de la situation active et passive de la commune. 1943-1945.	1 chemise
	<i>49 - 51 DOSSIERS RELATIFS AUX SITUATIONS MENSUELLES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES DE LA CAISSE COMMUNALE. 1947-1949.</i>	
49	1947.	1 chemise
50	1948.	1 chemise
51	1949.	1 chemise
	<i>52 - 58 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1948-1949, 1972-1976.</i>	
52	1948.	1 chemise
53	1949.	1 chemise
54	1972.	1 cahier
55	1973.	1 chemise
56	1974.	1 cahier
57	1975.	1 chemise
58	1976.	1 cahier
	<b>2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU RECEVEUR</b>	
59	Compte de séparation rectificatif des communes de Cugnon et d'Auby dressé d'après le compte communal de Cugnon de 1899 et approuvé le 9 mai 1901 par la Députation permanente. 1902.	1 cahier



---

60	60 - 62 COMPTES ANNUELS. 1941, 1944, 1964, 1967, 1969-1976. 1941, 1944.	2 cahiers
61	1964, 1967, 1969.	1 chemise
62	1970-1976.	1 liasse
63	63 - 267 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1900-1976. 1900.	1 chemise
64	1901.	1 chemise
65	1902.	1 chemise
66	1903.	1 chemise
67	1904.	1 chemise
68	1905.	1 chemise
69	1906.	1 chemise
70	1907.	1 chemise
71	1908.	1 chemise
72	1909.	1 chemise
73	1910.	1 chemise
74	1911.	1 chemise

75	1912.	1 chemise
76	1913.	1 chemise
77	1914.	1 chemise
78	1915.	1 chemise
79	1916.	1 chemise
80	1917.	1 chemise
81	1918.	1 chemise
82	1919.	1 chemise
83	1920.	1 liasse
84	1921.	1 chemise
85	1922.	1 chemise
86	1923.	1 chemise
87	1924.	1 chemise
88	1925.	1 chemise
89	1926.	1 chemise
90	1927.	1 chemise

---

91	1930.	1 liasse
92	1931.	1 liasse
93	1932.	1 chemise
94	1933.	1 chemise
95	1934.	1 liasse
96	1935.	1 chemise
97	1927.	1 chemise
98	1928.	1 chemise
99	1929.	1 chemise
100	1936.	1 chemise
101	1937.	1 liasse
102	1938.	1 chemise
103	1939.	1 chemise
104	1941.	1 liasse
105	1942.	1 chemise
106	1943.	1 liasse
107	1944.	

---

		1 liasse
108	1945.	1 liasse
109	1946.	1 liasse
110	1947.	1 liasse
239	1948.	1 liasse
240	1949.	1 liasse
241	1950.	1 liasse
242	1951.	1 chemise
243	1952.	1 chemise
244	1953.	1 chemise
245	1954.	1 chemise
246	1955.	1 chemise
247	1956.	1 liasse
248	1957.	1 chemise
249	1958.	1 chemise
250	1959.	1 chemise
251	1960.	1 liasse

---

252	1961.	1 chemise
253	1962.	1 liasse
254	1963.	1 chemise
255	1964.	1 chemise
256	1965.	1 liasse
257	1966.	1 chemise
258	1967.	1 chemise
259	1968.	1 liasse
260	1969.	1 chemise
261	1970.	1 chemise
262	1971.	1 chemise
263	1972.	1 chemise
264	1973.	1 chemise
265	1974.	1 liasse
266	1975.	1 chemise
267	1976.	1 liasse

- 
- 111 3. EMPRUNTS  
Registre des emprunts. 1939-1972. 1 volume
- 112 Dossier relatif aux emprunts auprès du Crédit communal de Belgique. 1959-1972. 1 chemise
- 113 États justificatifs du compte communal ouvert au Crédit communal de Belgique. 1968-1976. 1 chemise
- C. IMPOSITIONS ET TAXES*
- 114 Arrêté du Ministre des Finances transmis au gouverneur de la province stipulant que les frais du bureau spécial du cadastre sont réduits à 900 florins par an dans les provinces du Limbourg et Luxembourg pour une période déterminée. 1832. 1 pièce
- 115 Double des rôles de la contribution foncière, de la contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier, ainsi que du droit de patente. 1904. 1 cahier
- D. ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 116 Registre des états des copropriétaires des propriétés possédées par indivis, articles 35-663. 1848-1954. 1 volume
- 117 117 - 118 MATRICE CADASTRALE OU LISTE DES PROPRIÉTAIRES AVEC RELEVÉS DE LEURS PROPRIÉTÉS FONCIÈRES NON BÂTIES ET BÂTIES (MODÈLE 212). [XIXE SIÈCLE - XXE SIÈCLE].  
Volume 1, articles 1-371. 1 volume
- 118 Volume 2, articles 372-539. 1 volume
- 119 Tableau indicatif des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties, ainsi que de leur contenance, classement et évaluation cadastrale selon le taux de péréquation de la loi du 17 juin 1867. [XIXe siècle -XXe siècle]. 1 volume

- 
- 120      Extraits du tableau d'assemblage du plan cadastral, terminés sur le terrain le 26 juin 1828, révisé en 1841 et rectifiés suite aux mutations de 1936 à 1957. [2de moitié XXe siècle].
- 2 pièces

## V. ÉTAT CIVIL

*A. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES*

121 Dossier relatif aux concessions au cimetière. 1944-1972.  
1 chemise

122 - 123 DOSSIERS RELATIFS À DES DEMANDES D'INHUMATION,  
D'EXHUMATION ET DE TRANSPORT. 1930.  
122 Méлина Collard.  
1 chemise

123 Michel Hougardy.  
1 pièce

*B. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT L'ÉTAT CIVIL*

124 Acte envoyé par le Directeur des Affaires civiles et du Garde des  
Sceaux, Ministre de la Justice, certifiant que Henri Constant a  
acquis définitivement la nationalité française. 9 janvier 1906.  
1 pièce

125 Registre des naissances survenues dans une autre commune.  
1958-1975.  
1 cahier

126 Registre des décès survenus dans une autre commune. 1971-1976.  
1 cahier



## VI. POPULATION

*A. GÉNÉRALITÉS*

- 127 Tableaux statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil. 1945, 1965-1976. 1 chemise

*B. REGISTRES ET MOUVEMENT DE LA POPULATION*

- 128 128 - 134 REGISTRES DE LA POPULATION. 1900-1980.  
1900-1911. 1 volume
- 129 1911-1920. 1 volume
- 130 1921-1930. 1 volume
- 131 1931-1947. 1 volume
- 132 1948-1960. 1 volume
- 133 1961-1970. 1 volume
- 134 1971-1980. 1 volume
- 135 135 - 137 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1900-1930.  
1900-1910. 1 volume
- 136 1911-1920. 1 volume
- 137 1921-1930. 1 volume
- 138 Certificats de changement de résidence dressés lors de l'entrée dans la commune. 1961-1967, 1969-1975. 1 chemise

- 
- 139 Registre des entrées. 3 janvier 1961 - 3 septembre 1976. 1 volume
- 140 Registre des sorties. 4 mai 1961 - 30 novembre 1976. 1 volume
- 141 *C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*  
Bulletins de ménage dressés pour le recensement de la population  
du 31 décembre 1920. 1920. 1 chemise
- D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS*
- 142 - 143 REGISTRES D'INSCRIPTION DES CARTES D'IDENTITÉ.  
1919-1976.
- 142 21 avril 1919 - 19 avril 1952. 1 volume
- 143 3 juin 1952 - 10 décembre 1976. 1 volume

## VII. AFFAIRES ÉLECTORALES

## A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

144	144 - 147 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1932-1933, 1937-1938, 1946-1952, 1958-1960. 1932-1933.	1 cahier
145	1937-1938.	1 cahier
146	1946-1952.	1 chemise
147	1958-1960.	1 chemise

## B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

148	Arrêt de la Députation permanente relatif à une réclamation des électeurs Hubert Grosfils et consorts quant à une possible prestation de serment en qualité de conseiller communal d'Édouard Houchard. 1911.	1 pièce
-----	--	---------

149 - 151 DOSSIERS RELATIFS AUX RÉVISIONS ÉLECTORALES. 1953, 1955, 1959.

149	1953.	1 cahier
150	1955.	1 cahier
151	1959.	1 cahier

## C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

152	Procès-verbal des élections. 22 janvier 1939.	1 cahier
-----	---	----------

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

## A. SERVICE MILITAIRE

153	Registre des militaires en congé illimité. 1913-1937.	1 cahier
154	154 - 160 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1919, 1924-1976. 1919.	1 pièce
155	1924-1929.	1 chemise
156	1930-1939.	1 chemise
157	1940-1949.	1 chemise
158	1950-1959.	1 chemise
159	1960-1969.	1 chemise
160	1970-1976.	1 chemise

---

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. SERVICE DE POLICE

1. PERSONNEL

Consulter le n° 23.

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA  
TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 161 Dossier relatif au commerce ambulants. 1971-1975. 1 chemise
- 162 Permis de capture de grenouilles délivré par l'inspecteur général de l'Administration de l'élevage et du Service de l'inspection vétérinaire à Yvon Body. 1976. 1 pièce
- 163 3. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE  
Dossier relatif aux condamnations prononcées sur le territoire communal. 1903-1911. 1 chemise

## X. SANTÉ PUBLIQUE

### A. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

- 164 1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES  
Registre des assujettis à la vaccination obligatoire. 1967-1976.  
1 volume
- 165 2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE  
L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES  
MÉTIERS ET DU COMMERCE  
Registre des télégrammes envoyés au clos d'équarrissage de Ciney  
relatifs à l'enlèvement des animaux impropres à la consommation.  
1958-1972.  
1 cahier
- 166 3. ANALYSE DE L'EAU POTABLE  
Dossier relatif à des analyses d'eau de la distribution d'eau. 1970-  
1976.  
1 chemise
- 167 4. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET  
INCOMMODES  
Dossier relatif deux demandes d'autorisation temporaire  
d'ouverture d'une carrière à ciel ouvert au lieudit " Maka " par  
Lizette Simons et Zacharie Van Hassel et autorisation accordée.  
1975.  
1 chemise
- 168 B. COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES ET SERVICES NON  
COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX  
Dossier relatif à l'adhésion de la commune à l'organisation de  
consultations itinérantes pour nourrissons par l'Œuvre nationale de  
l'Enfance (ONE) et à la contribution pour l'acquisition des véhicules  
nécessaires à l'organisation de ce service. 1971-1972.  
1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET  
COMMUNAUX

169 Dossier relatif à des travaux d'aménagement du parvis de l'église.  
1965-1966. 1 chemise

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

170 Dossier relatif au dédoublement d'une école primaire et à la  
création d'une école gardienne. 1929. 1 chemise

171 Dossier relatif à la construction d'un logement pour l'institutrice.  
1932. 1 chemise

172 Dossier relatif aux travaux de restauration des bâtiments et locaux  
scolaires. 1963-1969. 1 chemise

173 Dossier relatif à l'aménagement d'une classe gardienne et d'un  
garage pour l'instituteur. 1964-1965. 1 chemise

3. FONTAINE

174 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de la fontaine et des  
abords. 1930-1931. 1 chemise

175 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des abords de la fontaine  
publique. 1963. 1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,  
LES QUAIS, ETC.)

176 Dossier relatif aux travaux de concassage et à l'emploi de la  
pierraille nécessaire à l'entretien des chemins vicinaux. 1927-1928.  
1 chemise

- 
- 177 Dossier relatif aux travaux d'abaissement de la crête du chemin d'Auby - La Cornette et du chemin agricole dit " La Wêze ". 1931.  
1 chemise
- 178 Plan dressé dans le cadre de la construction de routes forestières aux lieudits " Belonnoi " et " Dessous la Spèche ". 1955.  
1 pièce
- 179 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 4 de la Géripont vers Bertrix. 1961-1962.  
1 chemise
- 180 Dossier relatif à des travaux d'amélioration du chemin agricole dit " Cocra Atisse ". 1966-1967.  
1 chemise
- 181 Dossier relatif à des travaux de modernisation des chemins de grande communication n° 25 et 98. 1967-1970.  
1 liasse
- 182 Dossier relatif à des travaux d'entretien ordinaire de la voirie communale. 1968-1971.  
1 chemise
- 183 Statistiques chiffrées de la longueur des rues, chemins et sentiers dans les parties agglomérées. [XXe siècle].  
1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 10 Dossier relatif à une infraction commise par P. E. qui a détourné sans autorisation le cours du ruisseau de 3e catégorie n° 51 sur sa propriété. 1972.  
1 chemise
- D. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 184 Dossier relatif aux travaux aux réseaux basse et de haute tension et à la construction d'une cabine de transformation. 1924-1931.  
1 chemise
- 185 Relevé des écarts ruraux et des fermes isolées restant à raccorder au réseau électrique. 1964.  
1 pièce



- 
- 186 2. ÉCLAIRAGE PUBLIC  
Plan d'exécution de la modernisation de l'éclairage public. 1956.  
1 pièce
- 187 Dossier relatif à l'installation de de foyers d'éclairage public  
supplémentaires. 1973-1974.  
1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 188 1. PERMIS DE BÂTIR  
Statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou  
démolis. 1966-1975.  
1 chemise
- 189 *189 - 191 DOSSIERS DE PERMIS DE BÂTIR. 1969, 1972-1976.*  
Omer Maissin-Piquard, clôture le long de sa propriété. 1969.  
1 chemise
- 190 Lisette Simons, Joseph Van Den Bosch et Margaretha Van Ramst,  
construction d'un camping dit " du Maka ". 1972-1976.  
1 chemise
- 191 Lisette Simons, Joseph Van Den Bosch et Margaretha Van Ramst,  
extension du camping existant dit " du Maka ". 1974-1976.  
1 chemise
- 192 2. PERMIS DE LOTIR  
Dossier relatif aux travaux du lotissement Arnould à la Cornette.  
1969-1975.  
1 chemise
- 193 3. INFRACTIONS  
Dossier relatif à une infraction en rapport avec l'installation de trois  
caravanes appartenant aux époux R. O. 1973-1976.  
1 chemise
- 194 Constations d'infractions pour travaux de nivellement, déblais,  
remblais et placements de caravanes résidentielles sans  
autorisation à l'encontre des propriétaires. 1975.  
1 chemise

*F. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES*

195

Dossier relatif aux travaux de restauration des toitures de l'immeuble classé, sis rue du Terme n° 21, appartenant à Aline Marie Nemry. 1972-1975.

1 chemise

---

XII. ENSEIGNEMENT

*A. FINANCES*

196 Dossier relatif aux subventions octroyées aux écoles de la commune. 1959-1976. 1 chemise

197 Comptes et pièces annexes dressés dans le cadre de l'utilisation des subventions. 1964-1973. 1 chemise

*B. OBLIGATION SCOLAIRE*

198 Dossier relatif aux enfants soumis à l'obligation scolaire. 1971-1976. 1 chemise

*C. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES*

199 Dossier relatif aux demandes de subventions pour des activités socio-culturelles et sportives. 1970-1975. 1 chemise

## XIII. ÉCONOMIE

- 200** Dossier relatif à la demande de Joseph Houchard d'obtenir une attestation d'activité d'entrepreneur de maçonnerie et béton. 1946-1973. 1 chemise
- 268** Plans indiquant les zones réservées aux cultures. 1966. 1 chemise

- 201** XIV. AFFAIRES SOCIALES  
Registre des pensions sociales pour les travailleurs salariés et indépendants pour un revenu garanti aux personnes âgées. 1971-1976.
- 1 cahier

---

XV. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

*A. BUREAU DE BIENFAISANCE*

- 202 États des frais dus pour l'entretien d'indigents. 1905, 1912-1913.  
1 chemise

*B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE (CAP)*

1. GÉNÉRALITÉS

- 203 Registre aux délibérations. 12 novembre 1964 - 19 novembre 1976.  
1 volume

- 204 Extrait du registre aux délibérations de la CAP relatif à la démission de son secrétaire-trésorier et à l'appel aux candidatures pour lui succéder. 1968.  
1 pièce

2. PERSONNEL

- 205 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal désignant les membres effectifs et suppléants. 1959.  
1 pièce

- 206 Liste du personnel des services administratifs de la Commission d'assistance publique à l'exclusion du personnel attaché à un établissement déterminé au 31 mars 1963. 17 septembre 1963.  
1 pièce

- 207 Extraits du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique relatifs au statut pécuniaire du secrétaire et du receveur. 1965.  
1 chemise

- 208 Extraits du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique décidant des échelles des traitements du secrétaire et du receveur. 18 décembre 1972, 26 mars 1973.  
2 pièces

3. FINANCES

- 209 209 - 210 BUDGETS ANNUELS. 1961-1975.  
1961-1969.  
1 chemise

---

210	1970-1975.	1 chemise
211	211 - 213 COMPTES ANNUELS. 1951, 1959-1975. 1951, 1959.	1 chemise
212	1960-1969.	1 liasse
213	1970-1975.	1 chemise
214	214 - 220 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1967, 1970-1975. 1967.	1 chemise
215	1970.	1 chemise
216	1971.	1 chemise
217	1972.	1 chemise
218	1973.	1 chemise
219	1974.	1 chemise
220	1975.	1 chemise
221	Registre de comptabilité. 1970.	1 volume
269	Pièces justificatives aux comptes. 1974.	1 chemise
222	4. EXÉCUTION DES TÂCHES Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique décidant du placement de D.-V. H. dans l'établissement	

d'aliénés à Dave aux frais de l'assistance publique. 1955. 1 pièce

223 Dossier relatif à l'intervention du Fonds spécial d'assistance dans les frais d'entretien et de traitement d'A. B. à l'Institut Saint-Lambert de Bonneville. 1965. 1 chemise

224 Correspondance avec la clinique Notre-Dame de la Miséricorde au président de la CAP l'avertissant de l'hospitalisation de particuliers dépendant de son ressort et relative au paiement des frais occasionnés. 1974-1977. 1 chemise



## XVI. FABRIQUE D'ÉGLISE

225	225 - 228 BUDGETS ANNUELS. 1903-1923, 1951-1953, 1955-1956. 1903-1909.	1 chemise
226	1910-1919.	1 chemise
227	1920-1923.	1 chemise
228	1951-1953, 1955-1956.	1 chemise
229	229 - 236 COMPTES ANNUELS. 1899-1913, 1917-1922, 1924-1936, 1949, 1950-1954, 1960. 1899.	1 cahier
230	1900-1909.	1 chemise
231	1910-1913, 1917-1919.	1 chemise
232	1920-1922, 1924-1929.	1 chemise
233	1930-1936.	1 cahier
234	1949.	1 cahier
235	1950-1951, 1954.	1 chemise
236	1960.	1 cahier

## XVII.DOCUMENTS SANS LIEN APPARENT AVEC LE FONDS

- 237** Acte notarié reprenant les volontés de feu Firmin Noël quant aux ayants droit à sa succession. 1944. 2 pièces
- 238** Plan de délimitation d'une parcelle au lieudit " Devant la Cornette " appartenant à René Herbaut. 1971. 1 pièce